

ON CONTINUE...

avec **l'UFR** des industries chimiques CGT

l'édito

Mensonges du gouvernement sur une juste réévaluation de nos pensions

Bien que nous soyons habitués aux mensonges de ce gouvernement, il est de notre devoir de ne pas, une fois de plus, nous y laisser prendre.

Macron a en effet annoncé une réindexation des retraites sur l'inflation (qui serait perçue dès le 9 août prochain) or, ceci est loin d'être un cadeau ou même un coup de pouce. Cela pourrait, au pire, constituer un retour à la norme mais finalement pas tout à fait. En effet, en annonçant une augmentation raisonnable (comme dit le ministre Lemaire) de 4 %, nous sommes bien en dessous de l'inflation actuelle de 5,2 %.

Par ailleurs, il n'y aura aucun rattrapage de la perte subie depuis 2017 : 5 ans au cours desquels de maigres revalorisations de 2,1 % (pour 6,8 % d'inflation) nous auront été accordées, telle une aumône. Ce qui porte la perte de pouvoir d'achat à 4,7 %, à laquelle s'ajoute un blocage pendant 3 ans, sous Hollande, sous prétexte de hausses des indices, proches de zéro.

Alors, pour celles et ceux qui auraient espéré une éclaircie avec la mesure annoncée pour cette année, nous sommes désolés de devoir vous contrarier : il n'y aura pas 4 % d'augmentation sur la totalité de vos pensions. Non, cette augmentation se fera uniquement sur la retraite

du régime général, excluant ainsi les complémentaires.

En effet, celles-ci ne cessent de stagner et donc, face à l'inflation, de baisser, constituant pour les retraités une perte substantielle de leur pouvoir d'achat à la suite d'accords crapuleux signés par le MEDEF, la CFTC et la CFDT.

Cela est d'autant plus scandaleux et injuste que ces retraites complémentaires, AGIRC-ARRCO, sont largement bénéficiaires et disposent à l'heure actuelle de 10 milliards d'euros dans leurs caisses, dont 2 milliards d'excédent... non distribués aux retraités. Donc pas de rattrapage de pouvoir d'achat perdu et nous subirons toujours l'impact de la CSG avec son augmentation de 25,75 % depuis le 1^{er} janvier 2018.

Une incertitude cependant : est-ce que cette revalorisation s'appliquera à tous et sans plafonnement ?

Si la vie devient difficile pour nombre de retraités déjà âgés, il faut également s'inquiéter du sort des nouveaux, de ceux qui arrivent maintenant en retraite ou n'en sont pas loin. Ces mêmes organisations, fidèles toutous du gouvernement, ont validé des décotes de 10 % pendant 3 ans pour un départ en retraite à 62 ans.

On n'a cessé de vouloir nous faire croire que cette réforme permettrait d'équilibrer les régimes de retraite et de garantir le régime par répartition.

Pour cela, le gouvernement envisageait 3 pistes : soit partir en retraite plus tard, soit réduire le montant des pensions, soit augmenter les cotisations des salariés. En fait, rien de tout cela n'est nécessaire : le COR a annoncé que le budget serait en équilibre pendant 25 ans pour payer tout le monde sans avoir besoin de ces 3 mesures.

Non, il s'agira plutôt d'alimenter d'autres budgets (ce serait pour l'autonomie et la dépendance voire l'éducation ou l'armée).

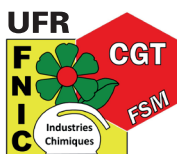
Connaîtrons-nous un jour les vraies raisons de cette réforme ?

Sans verser dans le cynisme, il est clair que nous faire travailler davantage, nous épuiser à la tâche, nous faire donc mourir plus jeunes, permet forcément des économies de pensions non négligeables.

Les responsables feignent bien d'ignorer que les meilleures années de retraite d'un travailleur ce sont entre 60 et 65 ans car après la forme physique et la santé deviennent aléatoires. Voilà pourquoi il faut impérativement exclure de nos votes aux législatives tous les candidats de droite, d'extrême-droite. Et ne nous laissons pas leurrer par les prétendues mesures « sociales » du gouvernement Macron, lui et sa clique, c'est aussi la droite, c'est, plus précisément, le néolibéralisme, l'antichambre du fascisme. ■

Sommaire

Une : l'édito • l'action p.2 • l'information, l'international p.3 • l'agenda, l'orga-le point, coup de gueule p.4



On CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération nationale des Industries chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416

l'action

Législatives : bien voter

A l'heure où nous écrivons ces lignes, auront eu lieu, les 12 et 19 juin, les élections législatives, d'une grande importance.

Passé ces dates, bien sûr les jeux auront été faits, mais nous soumettons cependant nos réflexions actuelles à nos lectrices et lecteurs : Macron, élu avec des scores historiquement bas souhaite bien sûr maintenir une majorité lui permettant de continuer à servir la classe dominante.

Derrière des annonces soi-disant en faveur du pouvoir d'achat ou de la santé, se cachent en réalité de nouveaux reculs sociaux, avec des projets bien explicites concernant notamment les retraites : augmentation de l'âge de départ, fin des régimes spéciaux, retour du projet de retraites par points.

La vieille droite LR et l'extrême droite ne s'opposent nullement à Macron, ces partis souhaitent seulement conserver ou étendre leur place dans l'hémicycle, en espérant engranger les fruits pourris de la politique antisociale et autoritaire du macronisme.

Affaiblir leur pouvoir, y compris par les élections, est donc toujours pour nous un enjeu essentiel afin de mettre notre camp social, le monde du travail, en meilleure position pour développer les mobilisations, construire une gauche de combat, vers une alternative anticapitaliste.

Il faut tout faire pour jeter aux oubliettes Macron, la droite et l'extrême droite, notamment en faisant élire le maximum de député.e.s incarnant une gauche de rupture, avec l'objectif de fragiliser ce gouvernement et d'entraver la possibilité qu'il puisse disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Nous soulignons à cette occasion la défaite de Manuel Valls, l'opportuniste, trop pressé de rejoindre un pouvoir, quel qu'il soit. N'en soyons pas trop inquiets pour lui, bien qu'en tant que senior, il fasse partie des 60 % de Français qui ont entre 60 et 65 ans et n'arrivent plus à trouver de travail (rires) !

Mais voilà, en tant que macroniste, étant donc un farouche supporter de la retraite à 65 ans, il lui reste 5 ans maintenant à attendre...

HOLLANDE ET LES ÉLÉPHANTS DU PS
VENT DEBOUT CONTRE L'UNION DE LA GAUCHE

SE BATTRE POUR
SAUVER LES SERVICES PUBLICS,
POUR LA RETRAITE À 60 ANS,
L'AUGMENTATION DU SMIC,
LE BLOCAGE DES PRIX,
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
LES 32 HEURES...

...MAIS DIANTRE,
C'EST RENIER TOUT
MON HÉRITAGE !



Plus sérieusement, nous rappelons l'importance de votes en faveur des candidatures pour une gauche de combat, (en tout cas pas celle voulue par certains éléphants du PS, à droite toute), en rupture avec le libéralisme, pour faire entendre les classes populaires et leur redonner confiance dans leur capacité à se mobiliser. ■

Actions UCR en cours

Les USR et UFR ont déposé le 17 mai, dans un premier temps auprès des CARSAT puis le 2 juin en copie auprès du premier Ministre, les cartes pétitions pour l'obtention d'un bulletin de pension pour tous les retraités.

Derrière des annonces soi-disant en faveur du pouvoir d'achat ou de la santé, se cachent en réalité de nouveaux reculs sociaux, **avec des projets bien explicites concernant notamment les retraites : augmentation de l'âge de départ, fin des régimes spéciaux, retour du projet de retraites par points.**

À ce jour, 100 604 pétitions ont pu être recensées par l'UCR-CGT.

Deuxième initiative : la consultation « De quoi ai-je besoin ? » : 2 834 enquêtes sont remontées à l'UCR-CGT et ont été déposées également le 2 juin au premier Ministre, avec l'objectif complémentaire de former des délégations venues des départements et l'organisation de rassemblements au niveau des sous-préfectures et préfectures le même jour. ■

l'information

L'ÉPARGNE POPULAIRE MISE À MAL

La hausse des prix fait fondre la valeur de nos petites économies, en particulier l'épargne populaire. À la fin du mois d'avril 2022, les prix à la consommation avaient augmenté de 4,8 % en rythme annuel, pénalisant le pouvoir d'achat des ménages, en particulier les plus précaires. Avec l'inflation, les bas de laine rétrécissent. En février, le taux de rendement du livret A est passé de 0,5 % à 1 %, mais il stagne désormais. Résultat, si ce taux n'est pas rehaussé à nouveau cette année, les épargnants vont pâtir d'un rendement négatif de 3,8 points. Autrement dit, les 1 000 euros déposés sur ce livret augmenteront de 10 € et l'épargnant perdra en réalité 38 € de patrimoine sous l'effet de l'inflation. ■

CONFÉRENCE UFR 2023

Notre prochaine Conférence UFR, au programme de laquelle sont prévus de nombreux débats, une excursion, ainsi que des élections (secrétaire, bureau), **se tiendra du 3 au 6 avril 2023**, au Village Vacances de La Gaillarde, aux Issambres. **Nous mettrons prochainement à disposition dans notre journal les bulletins d'inscription : soyez nombreux. ses à y participer, en vous faisant connaître auprès de vos sections syndicales pour la prise en charge de ces trois journées.** ■

l'international

ABUS DES ARMES AUX ÉTATS-UNIS

Ce samedi 11 juin, des dizaines de milliers de manifestants anti-armes sont descendus dans la rue dans de nombreuses villes des États-Unis, après les récentes tueries, dans un supermarché de Buffalo et dans une école élémentaire. En effet, le 24 mai, un lycéen de 18 ans porteur d'un fusil d'assaut a tué 19 écoliers et deux enseignantes dans une école primaire d'Uvalde, près de la frontière mexicaine. Quelques jours plus tôt, un jeune suprémaciste blanc de 18 ans avait tué dix personnes noires à Buffalo, dans le nord-est des États-Unis.

Manifestations à New York, à Washington également, où plusieurs centaines de manifestants avaient disposé sur la pelouse de la Maison Blanche des milliers de vases avec des fleurs blanches et oranges, représentant la montée des violences dans le pays depuis 2020, année durant laquelle 45 222 personnes ont été tuées par arme à feu, selon un décompte effectué par Giffords, une association favorable à l'encadrement des armes.

Dans un pays où près d'un adulte sur trois possède au moins une arme à feu, les conservateurs s'opposent vivement à toute mesure qui pourrait à leurs yeux aller à l'encontre des droits "des citoyens respectueux de la loi".

La Chambre des Représentants a voté un texte qui interdirait, entre autres, la vente de fusils semi-automatiques aux moins de 21 ans et celle des chargeurs à grande capacité. Mais il n'a quasiment aucune chance de passer au Sénat, où le soutien de dix conservateurs est nécessaire en raison des règles de majorité qualifiées. ■

Nombre d'armes fabriquées aux États-Unis



L'agenda

- 5 septembre : **Demi-journée d'étude retraite**
- 6 septembre : **AG de rentrée FNIC-CGT**
- 7 septembre : **Prochaine réunion du Conseil National UFR-FNIC**

l'orga – le point...

FNI AU 31 MAI 2022

Toujours du retard dans la récupération des FNI et des timbres, ce que montre bien ce graphique.

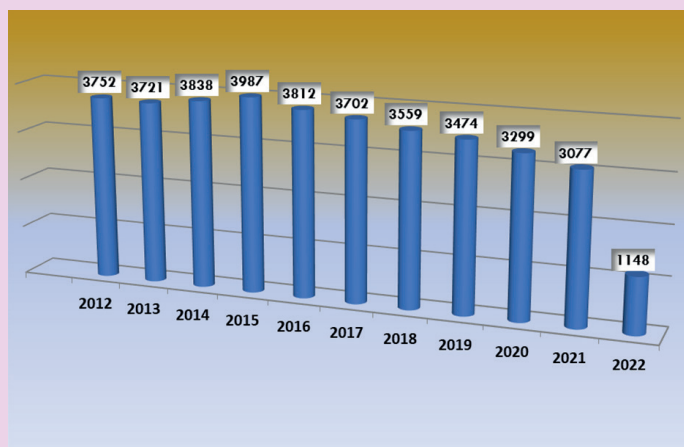
L'année dernière, à la même période, nous avons 3 172 FNI réglés pour ce qui concernait l'année précédente.

Si l'on se réfère à ce nombre, le niveau est bien inférieur cette année, nous avons 95 FNI de retard pour 2021.

Inutile de répéter que ce sont les cotisations qui permettent à notre Organisation de perdurer, de la faire vivre.

Étant au milieu de l'année, il est par ailleurs également primordial de ne pas oublier les FNI 2022.

Nous comptons sur toutes et tous pour rattraper ce retard au plus vite.



l'orga – le point...

18 000 LITS D'HÔPITAUX SUPPRIMÉS SOUS L'ÈRE MACRON

Des conditions de travail inhumaines, des salaires insuffisants, ont conduit des milliers de soignants à désertier les services hospitaliers. Avec 120 services d'urgences en grande difficulté, les hôpitaux tirent la sonnette d'alarme.



La nuit, environ 60 000 postes d'infirmiers sont vacants, 1 500 du côté des urgentistes. Pendant que ces services sont contraints à la fermeture, ce sont 78 soignants qui sont mobilisés cette année durant les trois semaines du tournoi de tennis de Roland-Garros.

Pendant ce temps, à l'hôpital voisin, Ambroise Paré, les urgences tournent avec seulement trois médecins, deux internes, six à sept infirmiers et autant d'aides-soignants. ■

COUP DE GUEULE!